

**Problématique: “Comment gérer les enjeux du vieillissement des populations au sein de l’UE?”**

Le premier janvier 1958 l'Italie adhère à l'Union Européenne aux côtés de l'Allemagne, la France, la Belgique, le Luxembourg et les Pays Bas. Située en Europe du Sud et entourée par la mer Méditerranée, l'Italie recouvre 30,1 millions hectares comprenant la péninsule italienne et plusieurs îles telles que la Sicile et la Sardaigne. Pour une population d'environ 52 millions de personnes, l'Italie affiche un produit intérieur brut (PIB) par habitant de 36.000 euros par an, un chiffre proche de la moyenne européenne de 37.600 euros par habitant. Selon le fond monétaire international, le produit intérieur brut de la puissance italienne en 2024 s'élève à 2 138 641 millions d'euros, enregistrant une croissance de 0,5% par rapport à 2023. Depuis les élections législatives du 25 septembre 2022, la République italienne est gouvernée par la coalition de droite et d'extrême droite (Fratelli d'Italia, Ligue du Nord, Forza Italia et Nous Modérés) dirigée par Giorgia Meloni, cheffe du parti Fratelli d'Italia. Elle est la première femme à occuper le poste de Présidente du Conseil. En 2025 le gouvernement italien fait face à des enjeux démographiques dûs au faible taux de natalité ainsi qu'au déclin et vieillissement de la population. En effet en une décennie le nombre de nouveau-nés a été divisé par quatre, soit 1,3 enfant par femme, figurant parmi les taux de natalité les plus faibles de l'Union Européenne. En outre, selon les dernières données d'Eurostat, l'Italie est le pays le plus âgé de l'Union européenne, la moitié de la population ayant actuellement un âge médian moyen supérieur à 48 ans. L'espérance de vie, désormais à 83 ans, a progressé de plus de trois ans depuis 2000. Cette transition démographique pèse lourdement sur le système économique et d'assistance sociale puisque le nombre croissant de retraités est loin d'être compensé par le nombre de nouveaux-nés. La part des plus de 65 ans augmente, alors que celle des actifs diminue. La hausse des dépenses de retraite, de santé et de prise en charge de la dépendance menace la soutenabilité de la dette publique, tandis que la diminution de la population active freine la croissance économique. L'Italie, comme l'ensemble de pays de l'Union Européenne, heurtée à ces obstacles démographiques, met en place des mesures qui stimulent la natalité mais sont-elles assez efficaces? Comment l'Italie gère les enjeux du vieillissement des populations dans son propre territoire comme au sein de l'Union Européenne?

En réponse au phénomène de “l'hiver démographique”, caractérisé par un solde de naissances négatif depuis plus de trente ans, le gouvernement italien réagit avec des politiques de soutien à la natalité. Premièrement, depuis 2022, une allocation unique a été mise en place, offrant de 54 à 189 euros par mois et par enfant jusqu'à la majorité. Giorgia Meloni, à la tête du gouvernement, a également introduit une augmentation de 50% de cette allocation pour 2025, ainsi qu'un bonus de 1000 euros pour chaque naissance cette même année. Au total le gouvernement a alloué 16 milliards d'euros en incitations et avantages pour encourager les naissances. Par ailleurs, la cheffe du gouvernement a annoncé un plan visant à créer davantage d'infrastructures de garde d'enfants accessibles afin de faciliter une conciliation entre vie professionnelle et familiale. Bien que ces mesures soient prometteuses, elles restent limitées puisque le gouvernement de Giorgia Meloni ne cherche pas à renforcer le congé parental; les politiques familiales du gouvernement mettent un accent sur la promotion de valeurs traditionnelles plutôt qu'un soutien structurel aux parents.

Puis , le gouvernement de Giorgia Meloni essaye d'atténuer l'impact du vieillissement sur le système de retraite en proposant un report volontaire de l'âge de départ à la retraite à soixante-dix ans pour certains fonctionnaires. Ceux qui choisiraient de prolonger leur activité se verraient confier des missions de tutorat et de coaching, permettant ainsi un "transfert de compétences" entre les employés expérimentés et les nouvelles recrues. Cette initiative vise à ralentir le rythme de départs à la retraite, tout en valorisant l'expérience des seniors.

De même, à court terme, des politiques actives en soutien de l'emploi peuvent permettre de réduire les effets négatifs du déclin démographique sur la croissance du PIB. Dans cette optique, l'Italie a prévu un volet de 6,7 Md€ dans son plan national de relance et de résilience (PNRR) afin de favoriser l'intégration de femmes et jeunes sur le marché du travail. Par exemple, parmi les mesures envisagées pour 2024, le gouvernement prévoit des allègements fiscaux pour les entreprises recrutant des mères de trois enfants ou plus.

Parallèlement Giorgia Meloni a proposé des mesures strictes contre l'immigration illégale, estimant que le remplacement de la population vieillissante par une immigration massive ne constitue pas une solution durable face aux défis démographiques rencontrés. Le gouvernement italien met en avant les difficultés d'intégration et les tensions sociales générées par l'immigration incontrôlée. Giorgia Meloni illustre ces difficultés en pointant du doigt les émeutes violentes en Irlande fin novembre 2023, considérées comme une conséquence directe de politiques migratoires laxistes. De plus, les emplois occupés par les travailleurs immigrés sont souvent précaires, ainsi ils ne garantissent pas une contribution majeure à l'économie nationale. Puis le parti Fratelli d'Italia défend que l'Italie doit préserver son identité culturelle et ne devrait pas dépendre de la main-d'œuvre étrangère. Toutefois, bien que Meloni soit opposée à une immigration incontrôlée, elle reconnaît la nécessité de certains travailleurs étrangers pour des secteurs essentiels comme l'agriculture ou l'aide aux personnes âgées. C'est pour cela que son gouvernement a fixé un quota de 452.000 travailleurs étrangers d'ici 2025 en priorisant une immigration qualifiée et contrôlée.

En conclusion, l'Italie fait face à un défi démographique majeur marqué par une natalité en baisse et un vieillissement accéléré de sa population. Pour y répondre le gouvernement de Giorgia Meloni mobilise diverses mesures: soutien à la natalité, réforme du marché du travail, ajustement du système de retraites et une politique migratoire restrictive. Toutefois ces initiatives restent insuffisantes pour bouleverser la tendance de façon durable. En conséquence, la délégation italienne cherchera à partager ses choix en matière de politique démographique avec les autres pays de l'Union Européenne, dans l'espoir de faire valoir des articles favorables aux citoyens italiens tout en contribuant à la gestion de la crise démographique au sein de l'Union.